

# L'Europe sur fond marron

- Les mouvements nationalistes et d'extrême droite séduisent dans de nombreux pays européens.
- Malgré ses déboires judiciaires, le parti néonazi Aube dorée reste populaire en Grèce. Et le Jobbik hongrois marque des points.
- La faute au marasme économique et à l'attitude des partis traditionnels.

## Les dirigeants d'Aube dorée face aux juges

**Angélique Kourounis**  
Correspondante à Athènes

**A**près avoir joui d'une immunité quasi permanente durant des années, les responsables du parti néonazi grec Aube dorée ont enfin rendez-vous avec la Justice. Plusieurs élus, militants et sympathisants doivent en effet répondre ce lundi devant un tribunal d'agressions racistes violentes contre des immigrés et des syndicalistes. Treize des dix-sept députés inculpés, dont le fondateur du parti Nikos Michaloliakos, doivent par ailleurs répondre de "Participation à une organisation criminelle".

Pour ce chef d'accusation précis, ils risquent jusqu'à 20 ans de prison ferme, ce qui remettrait en cause l'existence même d'un parti qui, malgré tout le déballage médiatique sur ses nombreuses exactions, reste la troisième force politique du pays.

Dimitris Psaras, auteur du livre "La Bible noire d'Aube dorée", qui retrace l'histoire du mouvement, sera témoin à charge dans ce procès. Un moment qu'il attend depuis des années. "Ce procès doit prouver juridiquement, le caractère criminel de cette organisation", explique celui qui fut menacé à plusieurs

reprises par les sbires d'Aube dorée. "Il faut que les auteurs de ces agressions soient condamnés, mais aussi et surtout la direction de cette organisation, commanditaire de ces violences."

Pour Dimitris Psaras, Aube dorée est "le pur produit" de la crise que traverse le pays. Mais ce n'est pas tant l'austérité ou les questions d'immigration qui ont fait passer ce parti de 0,24 % à presque 7 % des suffrages, que l'opprobre jeté sur les grandes formations traditionnelles qui ont gouverné la Grèce. Ce que résume un slogan de Nikos Michaloliakos : "Ces mains font peut-être le salut nazi, mais ce sont des mains propres qui n'ont pas touché de pots-de-vin."

Pour l'accusation, il est vital que ce procès ne soit pas un procès politique, mais un procès contre des actions criminelles. "On ne juge pas des opinions", explique Kostas Papadakis, un avocat qui représente des pêcheurs égyptiens violemment agressés à leur domicile. Les parties civiles poursuivent trois buts dans ce procès : "Que les responsables des agressions soient condamnés; que les relations entre Aube dorée et une partie de l'appareil de l'Etat soient révélées et que les agressions des sections d'assaut d'Aube dorée prennent fin."

### Une accusation mal ficelée

C'est la mort du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas, poignardé par un haut cadre du parti néonazi en septembre 2013, qui a lancé l'instruction. Le gouvernement de l'époque a voulu boucler très vite l'affaire de peur de voir le pays s'embraser comme en décembre 2008. Mais en dix-huit mois d'instruction, force est de constater que l'accusation affiche de très sérieuses faiblesses. Pour preuve, Nikos Michaloliakos et la plupart de ses lieutenants ont été relâchés à l'expiration des 18 mois de détention préventive. Entrés en prison comme accusés, ils en sont sortis comme des héros aux yeux de leurs supporters.

La qualification de "constitution d'organisation criminelle" a jusqu'ici été utilisée pour condamner des individus directement impliqués dans des actions violentes. Dans le cas présent, rien n'établit le lien direct entre les actes des militants d'Aube dorée et le "petit führer" Michaloliakos.

Pour autant, et c'est là-dessus que mise

la défense, les 700 pages du réquisitoire sont catégoriques sur le fait qu'aucune des violences imputées aux membres du mouvement ne se seraient produites "si elles n'avaient pas été commanditées par l'organisation criminelle/le parti, à son niveau de commandement le plus élevé". Reste à le démontrer d'une façon qui tienne la route sur le plan juridique.

Par ailleurs selon l'avocat de la défense, "rien ne prouve l'enrichissement personnel des accusés. Or, c'est la condition expresse pour qu'une organisation soit caractérisée criminelle."

De son côté, Kostas Papadakis regrette que l'accusation d'instigateur moral n'ait pas été retenue à l'encontre de Nikos Michaloliakos. "C'est la plus grosse faiblesse de l'accusation", indique-t-il. En l'état actuel des choses, alors que le marasme économique persiste, qu'ils soient condamnés au terme d'une accusation aussi "mal préparée" ou libérés pour insuffisance de preuves, les dirigeants d'Aube dorée seront gagnants dans tous les cas de figure. Un vrai défi pour la démocratie.

## Innocentés ou condamnés, les dirigeants d'Aube dorée seront gagnants.

### Épingle

### Une logistique compliquée

**Soixante-neuf** accusés dont 18 députés, une centaine d'avocats de la défense, 150 pour l'accusation, environ 200 témoins au total, sans oublier les hordes de journalistes accrédités... Pas de doute, le procès des cadres d'Aube dorée qui s'ouvre ce lundi en Grèce est bien le procès du siècle. Sauf qu'il commence très mal. La salle spécialement aménagée dans la prison pour femmes de Korydallos peut à peine contenir 200 personnes. Quid des autres, des familles

des accusés et des victimes ? Sans oublier les nombreux policiers qui pour des raisons de sécurité seront présents dans la salle. Les journalistes seront confinés dans une salle adjacente où seront retransmis les débats. Avec un problème de taille : les téléphones portables seront déconnectés, impossible de transmettre.

Pour les mêmes raisons, les témoins seront entendus dans les locaux de la Sûreté d'Athènes. Seule leur voix modifiée parviendra au tribunal. Du jamais vu, même pour le procès du groupe terroriste du 17 Novembre jugé dans cette même salle. (A.K.)

# Pour le Jobbik hongrois, la dédiabolisation fonctionne

**Analyse Corentin Léotard  
Correspondant à Budapest**

**C**omme Marine Le Pen avec le Front national en France, le leader du Jobbik (le "Mouvement pour une meilleure Hongrie"), Gabor Vona, cherche à débarrasser ce parti de son image extrémiste. Il n'écrase plus symboliquement les "parasites tsiganes" dans ses clips de campagne, se tient à bonne distance des miliciens du parti et assure que le racisme et l'antisémitisme lui sont étrangers. Il est allé plus loin cette semaine en déclarant que "ceux qui pensent que le Jobbik a l'intention de discriminer les gens sur la base de leur ethnie, de leur religion ou de quoi que ce soit d'autre, se sont trompés de parti". Surprenant de la part d'un homme qui qualifiait, en juillet 2014, le FN de "parti sioniste".

### Une stratégie gagnante

Son calcul en vue des élections législatives prévues pour 2018 est simple : il y a plus d'abstentionnistes à convaincre et de déçus du gouvernement Fidesz à attirer que de voix extrémistes à perdre. En met-

tant de côté ses excès d'agressivité, le parti d'extrême droite se pose en sérieux challenger pour le parti chrétien-(très) conservateur du Premier ministre Viktor Orban.

La stratégie se révèle payante : le Jobbik a remporté dimanche 12 avril une élection législative partielle contre le Fidesz et décroché son 24<sup>e</sup> siège de député (sur 199), le premier obtenu via le suffrage direct. Au soir de sa victoire, Gabor Vona déclarait vouloir faire du Jobbik un "parti du peuple" et expliquait au site "Mandiner" : "Nous ne renonçons pas à nos valeurs, mais nous voulons fuir de la politique de façon sobre, professionnelle et civique, afin de toucher le plus largement possible d'autres segments de la société."

Droite et gauche se renvoient la responsabilité de la progression continue de l'extrême droite depuis le

milieu des années 2000.

Par opportunisme politique, mais aussi parfois par conviction, le Fidesz a joué avec le sentiment national sur lequel a prospéré le Jobbik. En agitant par exemple le spectre de la Grande Hongrie démembrée après la Première Guerre mondiale et en réhabilitant des figures historiques de l'extrême droite. Mais la période 2002-2010, caractérisée par un néolibéralisme forcené paradoxalement mené par le parti socialiste (MSZP), est aussi en cause.

L'analyste politique Bela Gallo souligne sur le blog "Mozgaster" que seul un tiers de l'électorat continue à voter pour les partis de gauche, quand bien même 40 % de la population hongroise vit sous le seuil de pauvreté. Le MSZP doit selon lui embrasser une social-démocratie capable de concurrencer le message social du Jobbik et d'éviter ce que le philosophe Gaspar Miklos Tamas entrevoit : une "catastrophe nationale".

Le diable est sorti de sa boîte, constate le journal "Nepszabadség". A la veille de la législative partielle que l'on annonçait très serrée, le bras droit de Viktor Orban, Janos Lazar, a mis en garde les électeurs tentés de voter pour un parti qu'il a qualifié de "nazi".

Une première pour le Fi-

## Les Vrais Finlandais, 3<sup>e</sup> parti

**Slim Allagui**  
Correspondant  
en Europe du Nord

**L**es Vrais Finlandais, parti populiste eurosceptique et très critique envers la politique d'immigration et des réfugiés du pays, n'a pas enregistré une nouvelle percée aussi spectaculaire qu'aux dernières élections de 2007 (19 %), devenant la troisième formation du Parlement.

Avec environ 16 % des voix, il veut néanmoins entrer au gouvernement que va diriger le centriste Juha Sipilä, grand vain-

queur du scrutin, estimant qu'il a la confiance d'une bonne frange de l'opinion.

Certes le recul du parti est tout relatif, selon les politologues, au vu des résultats exceptionnels obtenus en 2007. Les Vrais Finlandais affirment qu'ils ont une légitimité indéniable et prétendent qu'ils sont incontournables.

Leur dirigeant, Timo Soini, brigue même le poste de ministre des Affaires étrangères, un portefeuille qu'il pourrait bien obtenir, ce qui ne manquera pas de créer des remous dans l'UE, quand on connaît son opposition aux plans d'aide européens à la Grèce et au Portugal et ses critiques acerbes contre la zone euro qualifiée de "catastrophe".

**La philosophie du chacun pour soi**

Le succès des Vrais Finlandais "réside dans leur programme électoral qui a séduit beaucoup de Finlandais lassés de la crise économi-

desz, qui semble avoir pris la mesure du danger. Le gouvernement vient d'annoncer la préparation d'un plan d'augmentation de 30 % à 50 % des salaires de la fonction publique d'ici aux élections de 2018, qui

concernera les employés de l'administration, les enseignants, les policiers, les militaires et les médecins.

Les fondations de l'économie hongroise sont bien plus solides aujourd'hui qu'en 2010 lorsque le Fidesz a repris le pouvoir, il reste donc trois ans au gouvernement pour en faire profiter les classes défavorisées et se faire pardonner ses excès de confiance. Et trois ans aux partis de gauche pour reconstruire une alternative crédible.

**"Nous ne renonçons pas à nos valeurs, mais nous voulons faire de la politique de façon sobre..."**

**GABOR VONA**  
Leader du Jobbik

que qui les frappe de plein fouet", estime le professeur en droit public Jan Sundblad de l'université d'Helsinki.

Pour attirer les électeurs, ce parti a trouvé des idées et des moyens pour renflouer les caisses vides de l'Etat, proposant ainsi de mettre un terme à l'aide au développement et d'instaurer une politique d'immigration et de réfugiés ultra-restrictive, répondant ainsi au souhait d'une frange de l'électorat qui estime que le gouvernement doit se soucier avant tout des pauvres et laissés-pour-compte de la société avant d'aider les autres dans le monde.

Opportuniste, il fait sienne l'inquiétude d'une partie de la population des villes face aux mendians Roms dans les rues, considérés par Les Vrais Finlandais comme des criminels qui doivent être expulsés.

Un discours qui fait mouche...